

DOS SIER

Retour vers le passé!

Jean-François Aubin

Quand on veut faire le point sur l'alphabétisation populaire en 1995, et particulièrement en ce qui concerne le financement, il est très intéressant de faire un petit saut dans le passé. On peut ainsi voir comment l'alphabétisation populaire s'est forgée dans le feu de l'action.

Lorsque le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) est né en 1981, une de ses premières actions a consisté à produire rapidement un mémoire sur l'alphabétisation. Ce mémoire, qui brossait un tableau de l'analphabétisme au Québec et esquissait quelques pistes de solutions, a été déposé à la Commission d'étude sur la formation des adultes (CEFA), qui avait pour mandat de faire le point sur l'éducation des adultes et d'adresser des recommandations au gouvernement. Une copie du mémoire fut également envoyée au ministère de l'Éducation du Québec (MÉQ). Ce document a contribué à faire connaître rapidement le Regroupement.

Parallèlement à la rédaction du mémoire, le Regroupement réalisait une importante campagne de presse pour faire connaître le problème de l'analphabétisme. C'est au cours de cette campagne qu'il a amorcé ses premières luttes concernant le financement de l'alphabétisation populaire. Il n'a raté aucune occasion pour dénoncer le sous-financement des groupes.

Photo : Claire Cousineau

Première lutte organisée du Regroupement

En 1980-81, dix groupes d'alphabétisation avaient été subventionnés dans le cadre du programme Organismes volontaires en éducation populaire (OVEP). En août 1981, le Regroupement prend connaissance des subventions allouées pour 1981-1982 et s'aperçoit que l'on a admis dans le programme neuf nouveaux groupes, mais que l'on a seulement ajouté 3 910 \$ au budget de l'année précédente. Cela signifie que presque tous les groupes voient leurs subventions diminuer. Le Regroupement évalue qu'un millier de personnes analphabètes risquent d'écoper pour cette réduction de budget qui menace l'existence même de certains groupes. Les commissions scolaires, elles, voient leur budget passer de 475 000 \$ à 575 000 \$, en plus d'avoir droit à des budgets de recherche. On décide alors de se battre.

À la suite d'une campagne d'information dans les médias et de l'envoi de plusieurs lettres au ministère de l'Éducation, une rencontre a lieu avec le ministre le 14 septembre 1981, suivie d'une autre avec le sous-ministre cette fois, le 16 septembre. On n'obtient que des déclarations d'intention, si bien que le 18 septembre, en assemblée générale, on décide de poursuivre la lutte. De nouveaux télégrammes sont envoyés et le Regroupement participe à d'autres actions organisées par les autres groupes d'éducation populaire

et par la Coalition nationale contre les coupures en éducation des adultes, une initiative émanant de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA).

Novembre 1981 : victoire! Le MÉQ accepte de verser 150 000 \$ de plus aux groupes en alphabétisation pour l'année en cours.

«Compte tenu des nombreuses activités de cet organisme entreprises de juillet à novembre 1981 aux seules fins de protester contre les subventions réduites en alpha, nous recommandons de lui donner une subvention finale correspondant à l'ensemble de sa demande initiale dans l'espoir de lui permettre ainsi de réaliser le programme initialement prévu.»

Lettre de la Direction générale de l'éducation des adultes adressée au ministre Camille Laurin, Alphabétisation Populaire, avril 1982, no 7.

Réactions au rapport déposé par la CEFA

En mars et en avril 1982, le Regroupement fait une sortie publique pour faire connaître ses réactions au rapport de la Commission Jean et pour exprimer ses craintes de voir ce rapport dormir sur les tablettes. Il en profite pour questionner le MÉQ sur le fait que les 150 000 \$ additionnels promis n'ont toujours pas été remis aux groupes.

Le Regroupement considère le rapport de la CEFA comme «un pas majeur dans la perspective de la démocratisation de l'éducation des adultes au

Québec». Il nourrit cependant certaines réserves, estimant que l'on devrait privilégier des actions locales plutôt qu'une grande campagne nationale, comme le suggère la Commission.

Le Regroupement trouve également que l'on donne un rôle trop limité aux commissions scolaires, et rappelle que «... le Regroupement a toujours favorisé le respect et le développement des deux réseaux, entendus sous l'angle de la complémentarité» (L'ICEA, volume 5, no 1, avril 1982).

1982-1983: et on recommence !

En juin 1983, le RGPAQ rencontre à nouveau le sous-ministre et réitère ses revendications : accès au programme de recherche, octroi de crédits pour les nouveaux groupes formés en cours d'année, et une augmentation des fonds octroyés au Regroupement. Il en profite aussi pour dénoncer le fait que certaines commissions scolaires forment des groupes OVEP en alphabétisation et viennent «piger» dans les budgets OVEP.

L'étude des subventions pour 1982-83 démontre que le gouvernement, à la suite des pressions, a favorisé l'augmentation des budgets des groupes populaires en alphabétisation. Nous sommes passés d'un budget de 276 000 \$ pour 1981-82 à un budget de 436 000 \$ pour 1982-83. Les groupes d'alphabétisation ont obtenu en moyenne 41 % de leurs demandes, comparativement à 29 % pour les autres groupes d'éducation populaire.

Notons, cependant, que l'argent supplémentaire distribué aux groupes d'alpha ne provenait pas de coupures de budget imposées à d'autres groupes, mais du fait qu'exceptionnellement cette année-là, 200 groupes d'éducation populaire n'avaient pas présenté de demande, et qu'il restait donc de l'argent à redistribuer. Il n'empêche que le débat sur les liens avec les autres groupes était relancé.

«Malgré de nombreuses pressions, nous avons toujours refusé d'être séparés de ce mouvement, d'être isolés de l'ensemble des organisations populaires, tout comme nous avons toujours affirmé qu'une priorité à l'alphabétisation ne devait jamais être accordée aux dépens des autres organisations qui font de l'éducation populaire.»

Alphabétisation Populaire, automne 1982, Nos 8-9-10, p. 12-13.

L'imposition du Moratoire

À compter de 1982-83, le MÉQ impose un moratoire sur le programme OVEP: celui-ci n'est plus accessible à tout nouveau groupe. En 1983-84, le budget est augmenté de 32 000 \$, ce qui ne représente qu'une maigre augmentation de 7,5 % pour les groupes d'alpha. Ces derniers considèrent que c'est très peu, compte tenu qu'il leur est presque impossible de se faire financer par d'autres ministères.

En même temps, cette année-là, le MÉQ rend public son énon-

cé de politique en éducation des adultes qui est censé donner suite aux recommandations de la CEFA.

Une coalition d'organismes, dont le Regroupement fait partie, réclame la tenue d'une commission parlementaire pour débattre et tenter d'infléchir la politique préconisée par le MÉQ. La coalition ne reçoit pas de réponse à sa demande. Le 30 mars, en assemblée générale spéciale, le Regroupement analyse en détail l'énoncé de politique et prend position. En mai, il prépare et dépose un mémoire sur ce sujet.

Conformément à son énoncé de politique, le gouvernement accorde une priorité à l'alphabétisation. Cela signifie, d'une part, une enveloppe ouverte pour les commissions scolaires qui pourront être subventionnées pour toutes les inscriptions qu'elles auront en alphabétisation, et d'autre part, pour les groupes, l'injection par le ministère d'un peu plus d'un million, c'est-à-dire une augmentation de 239 %! Mais, car il y a un mais, le gouvernement en profite pour lever le moratoire et ce n'est pas moins de 42 nouveaux groupes qui font leur entrée dans le programme. Dans un sens, cette évolution est intéressante, car elle permet à l'alphabétisation populaire de se développer; mais elle signifie aussi que les budgets demeurent insuffisants pour l'ensemble des groupes, qui sont maintenant dans un état de sous-financement chronique. De plus, aucune logique ne

semble guider la répartition des crédits: certaines régions et des groupes sont pénalisés. L'autre élément ennuyeux, c'est que les groupes formés par les commissions scolaires pour obtenir plus d'argent se retrouvent financés dans ce programme.

Cette situation ressemble étrangement au scénario que les groupes populaires en alphabétisation risquent de vivre en 1995-96. Espérons que la conclusion en sera différente!

Autres préoccupations

Quoi qu'il en soit, à partir de cette période, le Regroupement a quelque peu délaissé la lutte pour le financement des groupes, non pas au niveau de son discours mais dans sa pratique. En 1984 et 1985, on a dépensé beaucoup d'énergie dans l'organisation du premier grand rassemblement de personnes analphabètes au Québec. Cet événement, qui s'appelait La Grande Rencontre, avait été préparé et pensé avec des personnes analphabètes participantes des groupes.

L'année 1986 a été celle d'un congrès d'orientation et c'est sur cette activité que le Regroupement a investi ses énergies. Ce congrès a servi à redéfinir et préciser ce qu'était l'alphabétisation populaire. Il s'agissait, entre autres, d'une réaction à l'arrivée de plusieurs nouveaux groupes aux orientations très variées. En quelques années à peine, le Regroupement avait doublé son «membership».



La stratégie du programme distinct

Les luttes sur la question du financement vont reprendre en 1987. Cela se fera principalement par des rencontres, par l'envoi de lettres et par la présence du Regroupement au comité de refonte des programmes OVEP mis sur pied par le ministre de l'Éducation de l'époque, M. Claude Ryan.

Cette année-là, le Regroupement a également rencontré le conseiller spécial du ministre pour tenter de faire avancer le dossier des nouveaux groupes bloqués par un nouveau moratoire imposé dès 1985-86. Les années 1988 et 1989 ont été employées en grande partie à travailler sur ce qu'on appelait le programme distinct. Il s'agissait d'un changement important de stratégie. On évaluait maintenant, au Regroupement, que pour réussir à faire augmenter les budgets des groupes d'alphabétisation sans pour autant pénaliser les autres groupes d'éducation populaire, il fallait obtenir un programme distinct de financement, le Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome (PSAPA). On voulait profiter de la création du programme distinct pour obtenir une augmentation des budgets. On justifiait cette revendication, à l'époque, en soulignant le fait que les groupes d'alpha, contrairement aux autres groupes d'éducation populaire, dépendaient presque exclusivement de ces budgets et avaient très

difficilement accès à d'autres sources de financement. Le Regroupement a bel et bien obtenu le programme distinct, mais sans un sou de plus!

L'autre front de lutte du Regroupement, pendant cette période, concernait les nouveaux investissements du gouvernement fédéral en alphabétisation. Tout ne fut pas gagné, mais les groupes ont à leur actif des victoires importantes, comme par exemple le fait d'obtenir une enveloppe réservée. C'est surtout par la négociation et le «lobbying» que ces gains ont été réalisés.

Les années 1989 et 1990 furent consacrées à donner au Regroupement et à la problématique de l'analphabétisme une plus grande visibilité. On espérait profiter de l'Année internationale de l'alphabétisation (1990) pour obtenir un engagement de la part du gouvernement provincial. Ce travail a donné de très bons résultats en ce qui regarde la visibilité, mais il n'a pas permis aux groupes de sortir des difficultés économiques auxquelles ils sont confrontés.

Conclusion

Le Regroupement a su rapidement développer sa crédibilité et il a démontré sa capacité de faire entendre sa voix et de gagner des points. Les difficultés financières rencontrées par les groupes populaires en alphabétisation l'ont amené à consacrer la majorité de ses luttes à la question du financement des groupes.

L'année 1984 a marqué un point tournant, qui fut difficile à saisir à l'époque. N'oublions pas que le RGPAQ était une organisation encore très jeune. L'arrivée d'une série de nouveaux groupes ayant des orientations très variées et la place prise par les commissions scolaires en alphabétisation grâce à l'enveloppe ouverte, ont provoqué une situation qui s'avéra de plus en plus difficile à gérer pour le Regroupement. Division grandissante à l'intérieur de ses rangs, relations de sous-traitance entre des commissions scolaires et de plus en plus de groupes coincés financièrement, voilà avec quoi le RGPAQ a eu à composer.

Peu à peu, de congrès d'orientation (1986) en congrès d'orientation (1992), le Regroupement a précisé ses positions et sa définition de l'alphabétisation populaire. Cela nous a permis de resserrer les rangs et de relancer de nouvelles luttes pour faire progresser l'alphabétisation populaire. Aujourd'hui, en 1995, nous nous retrouvons dans une situation analogue à celle de 1984. De nouveaux groupes seront subventionnés par le gouvernement dès l'an prochain, certaines commissions scolaires vont tenter de faire financer des groupes qui sont sous leur mainmise; les groupes populaires en alphabétisation seront-ils prêts à relever ces défis? L'histoire nous le dira...